



Compte-rendu du comité hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) délocalisé au collège Ouvoimoja (Passamainty) le 23 juin 2017

La FSU, première fédération de l'éducation et très majoritaire dans cette instance (6 élus sur 7 représentants du personnel) a hésité avant d'accepter la proposition du vice rectorat de tenir ce jour-là un CHSCT académique en compagnie des commissions hygiène et sécurité (CHS) des collèges Ouvoimoja (Passamainty) et de Tsimkoura. En effet, cette configuration était hors norme et le sujet (les violences scolaires) bien trop général et ne répondant pas aux attentes des personnels des établissements concernés. Nous avons accepté car il fallait répondre à la demande et à l'attente des collègues, insatisfaits des réponses apportées jusque-là par l'institution. De plus l'expérience nous a montré que le CHSCT était apprécié par les personnels qui pour une fois se sentaient écoutés.

La réunion a duré deux heures, de 10H à 12H, ce qui pour nous était bien trop court. Etaient présents, le nouveau secrétaire général, le Directeur des ressources humaines (DRH), l'inspecteur hygiène et sécurité, le chargé de mission hygiène et sécurité, l'ensemble du pôle santé, les représentants du personnel, deux délégations des CHS des collèges concernés par les problèmes de violence.

D'emblée, la FSU a fait remarquer plusieurs points outre le caractère particulier du format :

- Que la thématique imposée, les violences scolaires devaient être analysée à travers le prisme de celles vécues par les personnels des deux établissements, une analyse purement théorique risquait de décrédibiliser cette instance.

-Toujours dans cette optique la FSU à

insisté sur la nécessaire différenciation à faire. D'un côté à Tsimkoura il s'agissait d'un évènement très grave (élève poignardé par un élève exclu de l'établissement) mais dans un contexte général calme. La problématique posée est là la suivante. Que faire dans l'instantané quand une personne est menaçante avec arme dans un établissement ?

- Dans le cas du collège de Passamainty, il s'agit d'une succession de violences dans et aux abords de l'établissement sur un temps long à savoir plusieurs mois. Malgré les mesures de la direction (exclusions, conseils de disciplines), la situation était devenue incontrôlable justifiant pleinement le droit de retrait qui a peut-être évité un drame. Ces violences sont liées à des tensions entre certains élèves de deux communautés (Passamainty et Vahibé) qui se sont transposées à l'intérieur de l'établissement. La problématique, outre le dialogue indispensable entre ces deux communautés étant de comprendre comment anticiper et désamorcer ce type d'escalade le plus tôt possible.

Le vice rectorat avait prévu une information sur les violences scolaires de ces dernières années à Mayotte et la constitution de groupes de travail sur des thématiques liées. La FSU a estimé que ces travaux entraient bien dans la logique des CHSCT, à savoir d'établir des préconisations générales, réfléchir sur des remédiations, mais à partir de situations concrètes et qu'on ne pouvait faire l'économie de la prise en compte de ce qui s'est passé à Passamainty et Tsimkoura, d'ailleurs à l'origine de cette réunion. Il fallait que

les représentants de ces CHS puissent s'exprimer. Cette position a été et nous les en remercions soutenue par l'inspecteur hygiène et sécurité et le pôle santé. Ils ont insisté sur le besoin de formation des personnels encadrant et la prise en charge des personnels confrontés à ces situations parfois traumatisantes.

En deuxième heure les personnels des deux établissements tous corps confondus ont pu relayer avec conviction leur vécu, leur analyse des problèmes de violences ainsi que leurs demandes. Pour Tsimkoura une présence pérenne des EMS et une prise en charge immédiate des personnels en cas d'évènement grave. Pour Passamainty, deux urgences, les travaux de sécurisation puis des personnels de surveillance et d'éducation (conseillers principaux d'éducation) supplémentaires. Demandes qui avaient déjà été présentées par la FSU en début de séance. Pour le vice rectorat, il faut constituer un dossier complet sur ce sujet pour octobre au moment du dialogue de gestion avec le MEN. Nous comprenons que le CHSCT doit être en mesure à cette date de fournir les arguments permettant de justifier l'augmentation des moyens humains et financiers mais tous les acteurs de cette réunion se sont inquiétés par rapport à l'échéance la rentrée prochaine. Le temps presse. L'attente n'est plus possible. Des décisions doivent être prises dès maintenant pour le collège Ouvoimoja qui accueillera 1800 élèves à la rentrée 2017, soit 700 de plus que l'effectif qu'il était supposé accueillir initialement.